À LA COUR SUPREME DU CANADA
(EN APPEL DE LA COUR D'APPEL DE L'ONTARIO)

ENTRE :

Denis Rancourt

Demandeur
(Défendeur)

et

Joanne St. Lewis

Intimé
(Plaignante)

AFFIDAVIT DE DENIS RANCOURT
(Affirmé le 22 septembre 2015)
(En soutien à la demande d'autorisation d'appel)

JE SOUSSIGNÉ, Denis Rancourt de la ville d'Ottawa en Ontario, DÉCLARE SOUS SERMENT :

Contexte de l'affidavit

1. Je suis le demandeur non représenté dans la présente demande d'autorisation d'appel. J'étais l'appelant non représenté à la Cour d'appel de l'Ontario dans cette cause en diffamation, et j'ai été le défendeur non représenté dans la cause qui dure depuis 2011. L'appel a été entendu le 26 juin 2015 à Toronto.

2. Mon mémoire pour ma demande d'autorisation d'appel se résume comme suit :

> La Cour d'appel a montré de l'animosité à l'égard du demandeur. La Cour d'appel a créé une nouvelle loi répressive permettant des ordonnances de non publication permanentes contre les personnes aux moyens financiers limités. La Cour d'appel a approuvé la décision du juge de première instance de négliger toute preuve en faveur de l'appelant pour la simple raison que ces preuves avaient été présentée par l'autre partie. La Cour d'appel a ignoré les droits constitutionnels et fondamentaux du demandeur en opposition aux coûts exorbitant pour

un procès en diffamation. La Cour d’appel a jugé que les liens financiers et émotionnels entre le juge de première instance et l’autre partie n’ont pas résulté en une apparence de partialité, et n’a pas considéré les déclarations du juge faites pendant le procès. Ceci s’est produit lors d’un jugement en appel durant lequel l’appelant n'a pu compléter sa requête à cause des incessantes interruptions reliées à l’exercice de son droit de plaider sa cause en français.

Raison de l’affidavit

3. Mon affidavit décrit des violations ou des négations de mes droits linguistiques dans les processus juridiques en Ontario, depuis le 26 janvier 2012 et jusqu’à et incluant mon audition du 26 juin 2015 à Toronto devant la Cour d’appel. Sur la base des éléments de preuve décrits ci-dessous, j’en suis venu à croire que ces problèmes sont très répandus et systémiques.

4. À part les premières étapes (avant le 26 janvier 2012) dans la cause, j’ai fait toutes mes déclarations verbales (devant les juges et en réponses aux interrogatoires hors cour) en français. Mes soumissions écrites ont été surtout en anglais.

5. Mon expérience du respect de mes droits linguistiques à la Cour supérieure de justice de l’Ontario (environ trente-deux auditions entre le 26 janvier 2012 et le 6 juin 2014, et plusieurs interrogatoires hors cour) et à la Cour d’appel de l’Ontario (les 8 novembre 2013 et 26 juin 2015) a souvent été négative, tel que décrit ci-dessous.

Événements du 26 janvier 2012, et répercussions

6. Le 26 janvier 2012 après une courte pause entre l’audition d’une motion pour mettre la cause en gestion de cause et la première audition de gestion de la cause qui devait suivre immédiatement, devant le protonotaire Calum U. C. MacLeod, j’ai exprimé mon droit de faire l’audition de gestion de la cause en français. Juste auparavant, dans l’audition de la motion, j’avais exprimé :

    M. RANCOURT : The – the – I would accept that the case management...
    LA COUR : Yes.
    M. RANCOURT : ...for now, at least initially...
    LA COUR : Yes.
    M. RANCOURT : ...until we run into problems potentially, be in English only, but all the main motions, all the cross-examinations, and the – and trial, if there is one, yes, I would want bilingual proceedings.

7. Ensuite, après la dite pause, j’ai fait la demande de continuer en français, en citant les

règlements du Procureur général de l'Ontario, où toute personne a le droit à tout moment de continuer une procédure dans la langue officielle de son choix, et en remettant une copie des règlements du Procureur général de l'Ontario entre les mains du protonotaire MacLeod : ma **pièce #1** est une copie récente (téléchargée le 10 Septembre 2015) identique ou très semblable à la copie utilisée le 26 janvier 2012.

8. Le protonotaire, qui parle et comprend le français, a réagi en étant visiblement furieux, et a tenté d'insister que l'audition de gestion de la cause soit en anglais uniquement. L'audition a finalement été remise.

9. La cour a ensuite permit, ce même jour du 26 janvier 2012, à l'avocat de la plaignante, Maître Richard G. Dearden, d'enchainer avec :

> **M. DEARDEN :** ...going to do. I don't care if you're not listening to me, I'm putting it on the record. You can do what you said you were going to do which was to have this case conference in English and we can proceed with the case conference right now and you won't miss your radio broadcast and your interviews with your two guests. We can proceed right now.
> **M. RANCOURT :** Ce commentaire est inapproprié.
> **M. DEARDEN :** No, it isn't.
> **M. RANCOURT :** Oui, absolument.
> **M. DEARDEN :** I'm not going to argue with you. We can proceed right now. Will you?
> **M. RANCOURT :** En français et pendant un certain temps je dois quitter à 1h30 au plus tard.

10. Ensuite, avant la fin de l'audience, la cour a intimé que ma demande avait été un abus et qu'une demande de la plaignante pour considérer des conséquences punitives serait entretenue :

> **LA COUR :** [...] You've asked for the hearing in French and I'm going to arrange for the hearing to be in French – or at least bilingual and then the judge or the master dealing with it will deal with it, including I may add, any suggestion that it's an abuse of process to try to get around my order made this morning. I'm certain they'll be happy to hear that argument. And I say that not because of any suggestion that you don't have the right to be heard in French, which you do evidently, but simply because you may be abusing the right by telling me one thing and then changing your mind. [...]

11. La plaignante a ensuite déposé une demande de coûts punitifs contre moi, datée du 3 février 2012, totalisant 3 750,00$ contre ma pétition du 26 janvier 2012 pour parler en français. Cette demande a été remise en main propre au juge Robert N. Beaudoin à

l'audience de gestion de la cause du 8 février 2012. La plaignante a ensuite insisté auprès du juge Robert J. Smith le 27 juillet 2012 que cette même demande fasse l'objet d'une décision par la cour. Cette décision n'a jamais eu lieu. Pourtant, la plaignante refaisait, dans le cadre d'une nouvelle demande, essentiellement la même demande de coûts reliés à l'audience de gestion de la cause du 26 janvier 2012. Cette nouvelle demande (qui dédoublait donc la demande déjà faite à la cour le 8 février 2012) a été accordée dans l'ordonnance du 4 octobre 2013 du juge Robert J. Smith, malgré mes protestations écrites. Le résultat est que j'ai été ordonné de payer des coûts à la plaignante pour avoir, le 26 janvier 2012, demandé d'exercer mon droit d'adresser la cour en français, alors que ladite audition de gestion de la cause du 26 janvier 2012 n'a même pas eu lieu.

<u>Ordonnances pour inclure l'interprétation du français dans les transcriptions d'examens hors cour et dans les transcriptions du procès, et répercussions</u>

12. À partir du 26 janvier 2012, toutes mes déclarations en audition et en interrogatoire hors cour ont été faites en français. Immédiatement après le 26 janvier 2012, la plaignante a demandé à la cour d'ordonner que toutes les transcriptions des interrogatoires hors cour incluent les traductions faites par les interprètes du français vers l'anglais, en plus du français original. Je me suis opposé à une telle ordonnance comme engendrant des coûts non nécessaires qui me pénaliseraient pour avoir choisi de parler en français. Le juge Robert N. Beaudoin a accordé la demande de la plaignante. En conséquence, j'ai dû payer environ 30% de plus pour toutes les dites transcriptions. Avant le procès, la plaignante a fait une telle demande à la cour pour toutes les transcriptions du procès. Je me suis encore objecté. Le juge Michel Z. Charbonneau a accordé la demande de la plaignante. Comme résultat, j'estime que j'ai dû payer des milliers de dollars additionnels et que cela constitue une pénalité non justifiée pour le simple fait d'avoir exercé mon droit de parler en français dans mes interaction avec le système judiciaire de l'Ontario. La plaignante a choisi un avocat unilingue anglophone. L'Université d'Ottawa a choisi librement de payer l'avocat unilingue anglophone de la plaignante. La cour a permis que ces choix me causent des pénalités financières importantes, en plus des injustices additionnelles que je décris ci-dessous.

<u>Absence totale et manque de cabines d'isolement pour les interprètes, et répercussions</u>

13. Aucune des deux compagnies principales de services juridiques hors cour dans la ville d'Ottawa n'offre des salles d'audience avec cabines d'isolement pour les interprètes. Donc, tous les interrogatoires hors cour que j'ai subis lors desquels je parlais en français ont été faîtes avec les interprètes qui parlaient en même temps que moi dans la même petite salle. Ceci fut souvent très dérangeant and très frustrant pour la concentration, dans des conditions déjà éprouvantes. Il y eu plusieurs telles sessions. L'intimé n'a

jamais souffert ce même problème dans cette cause parce ce que j'ai toujours accepté d'entendre l'anglais des autres parties et des juges directement et sans interprétation.

14. La cour proprement dite à Ottawa a des salles d'audiences avec cabines d'isolement pour les interprètes, mais les salles avec cabines d'isolement n'étaient pas toujours disponibles et n'étaient souvent pas prévues par le greffier de la cour. En conséquence, j'ai dû subir des audiences devant les juges avec les interprètes qui parlaient en même temps que moi dans la même salle. L'intimé n'a jamais souffert ce même problème dans cette cause parce ce que j'ai toujours accepté d'entendre l'anglais des autres parties et des juges directement et sans interprétation.

15. À quelques reprises il y a eu des retards importants pour une audience parce que le greffier et les services de la cour n'avaient pas prévus une salle d'audience avec cabine d'isolement pour les interprètes. Pour éviter ces problèmes, entre autres, j'ai écrit la lettre du 9 décembre 2013 au juge de gestion de la cause, qui est ma **pièce #2**. Ma **pièce #3** est la réponse du 9 décembre 2013 de la coordonnatrice des procès.

16. Même quand la salle d'audience était correctement munie d'une cabine d'isolement pour les interprètes, l'équipement ne fonctionnait pas :

(a) Il y avait des retards parce que le rapporteur de la cour ne recevait pas le signal permettant d'enregistrer l'interprétation pour la transcription de l'audition que le juge avait ordonné.

(b) Les écouteurs intégrés aux bancs de la salle d'audience ne fonctionnaient jamais, ou presque jamais, ce qui empêchait les auditeurs anglophone de librement suivre l'audience.

<u>Négation des droits linguistiques conforme au principe de la cour ouverte</u>

17. En plus des audiences des nombreuses motions dans la cause, la situation des écouteurs défectueux pour le publique s'est produit lors du procès, devant le juge Michel Z. Charbonneau. Pendant l'audience du 14 mai 2014 j'ai demandé formellement une solution (qui était disponible sous forme d'un système alternatif) pour combler cette lacune :

> **M. RANCOURT :** Ah, non, y'en avait une autre importante. Je m'excuse. Je l'ai oubliée. Y'en avait une autre question procédurale, très importante que – qu'on vient de me signaler là aujourd'hui. Moi, je demanderais que les membres du public puissent avoir accès à l'interprétation de la langue à travers le principe de la cour ouverte. Je pense que c'est – le principe de la cour ouverte est très important et normalement, y'a des, y'a des – y'a la possibilité technique où les pitons qui sont là, etcétéra, pour qu'on puisse se brancher et entendre l'interprétation de la langue, si on est pas francophone et j'aimerais que

ça soit disponible au public cette, cette interprétation-là.
LA COUR : Okay, je – non, je rejette cette demande.

18. Ensuite, le 15 mai 2014, le juge Charbonneau a changé son ordonnance après une demande venant d'un membre des médias, et tous les membres du publique ont eu accès a l'interprétation :

> **M. DON BUTLER :** I'm a reporter with the Ottawa Citizen. My name is Don Butler. I'm – I, I understand that there's been a judgment made or a decision made that there won't be simultaneous translation for members of the public during this trial?
> **LA COUR :** Yes, well, I was asked do – one of the parties, Mr. Rancourt asked whether it could be simultaneous translation for the members of the court and I ruled, at that point, no. Is...
> **M. DON BUTLER :** I'm covering this trial for the Citizen but unfortunately I'm not bilingual so it means that I would not really be able to cover representations in French. Obviously, not a very ideal situation. Is it possible to reconsider that and provide translation for people in the, in the gallery?
> **LA COUR :** Well, to be frank, I was asked off the cuff somewhat. I was kind of surprised by this. I had no idea what our – first of all, what are the facilities to do so really. I've never been involved – I've been involved in many bilingual trials and that request has never been made to me before and I've had reporters, some are from the Citizen and some from other newspapers and as I say, after 17 years, the first time somebody asks me to have the court translation for the public. So, I'm kind of in a – I don't know. So, a more formal – what that entails would have to be made. I don't know what it entails.

<u>Absurdité dans la production des transcriptions du procès, approuvée par le Procureur général</u>

19. En plus des nombreux problèmes énumérés ci-dessus, quand est venu le temps de faire les transcriptions du procès, la gérante de la compagnie « Videoplus Transcription Services », Mme. Kim Fess, qui ne connaissait pas assez bien le français, envoyait le travail à une autre transcriptrice. Voici un exemple (audition du 16 mai 2014) du résultat déroutant qui a dû être soumis à la Cour d'appel, étant donné l'ordonnance décrite ci-dessus obligeant l'inclusion de l'interprétation dans la transcription, tel que le texte apparait sur la page de la dite transcription :

> DENIS RANCOURT : J'ai une question...
> INTERPRETER: I have a question...
> DENIS RANCOURT : ...importante...
> INTERPRETER: ...an important question...

DENIS RANCOURT : ...qui va changer la...
INTERPRETER: ...that will shake...
DENIS RANCOURT : ...procédure...
INTERPRETER: ...change process...
DENIS RANCOURT : ...et j'aimerais trois minutes pour...
INTERPRETER: ...and I would like the three minutes to...
DENIS RANCOURT : ...expliquer ça.
LE TRIBUNAL : D'accord.
INTERPRETER: ...explain what is coming.
DENIS RANCOURT : Monsieur le juge...
INTERPRETER: Your Honour...
DENIS RANCOURT : ...la loi...
INTERPRETER: ...the law...
DENIS RANCOURT : ...prévoit que je dois être...
INTERPRETER: ...foresees...
DENIS RANCOURT : ...libre d'avancer...

20. Cet exemple est sur la première page d'un énoncé continu qui dure 17 pages, et qui se lit donc avec très grande difficulté, bien que le discours original était continu et venait d'un seul interlocuteur (moi-même). Bien que mon débit fût continu et normal, la transcriptrice a décidé d'elle-même de découper le texte avec des petits morceaux d'interprétation, possiblement pour refléter la simultanéité dans le temps, plutôt que de respecter le caractère réel de mon discours original. Il en résulte une fausse représentation de ce qui a été dit, et qui se lit avec très grande difficulté.

21. Je me suis plaint à Mme. Fess. Par exemple, dans une liste de tels problèmes, j'ai écrit : « 2. THE SPOKEN FRENCH (PAGES 1 TO 17) FOR MAY 16 WAS NOT TRANSCRIBED CORRECTLY. This spoken statement of May 16 is vital to my appeal. I want it fixed so that the spoken French is not chopped up with short phrases of interpretation into English. »

22. Ces problèmes de transcription ont donné lieu à de longs et nombreux échanges qui m'ont mené à « Melissa Slivinsky – Arkley Professional Services, overseeing manager, courttranscriptontario.ca », puisque l'Ontario a récemment privatisé la supervision des transcripteurs. Le 14 janvier 2015 Mme. Slivinsky m'a répondu comme suit :

> Hello Dr. Rancourt,
>
> After investigation, I have determined that the transcript was prepared in accordance with a Judicial Order.

The order outlines that all transcripts for this matter are required to be transcribed in the language spoken.

Transcripts are also produced in the order spoken, which may account for the "chopped up" appearance which you comment on below.

If you wish to have a transcript produced in an alternative format, you would be required to go before the courts to request that the order be changed/removed or to seek alternative approval.

Please advise if you have any additional questions.

Thank you,

Melissa Slivinsky – Arkley Professional Services

23. Ce qui est encore plus étonnant, est que le Ministère de la Procureure général de l'Ontario m'a répondu essentiellement la même chose le 13 janvier 2015 — voir ma **pièce #4**. Donc, nous avons l'absurdité apparente qu'en tant que plaideur francophone en Ontario mes mots dans une transcription que je veux utiliser en appel doivent être rendus presque illisibles, à moins que je puisse obtenir une ordonnance pour que l'interprétation (que je ne veux pas et qui m'a été imposée) soit incluse dans des paragraphes séparés de sorte à ne pas dénaturer mes mots tels que je l'ai ai prononcés.

24. Les transcriptions finales n'ont pas été corrigées. La Cour d'appel a reçu mes transcriptions du procès sans demander que celles-ci soient corrigées.

<u>Audition du 8 novembre 2013 devant la Cour d'appel</u>

25. Ceci nous amène à l'audition d'appel. J'avais déjà eu une très mauvaise expérience d'interprétation en audition à la Cour d'appel dans la même cause, audience pour ma motion de champartie visant à mettre fin à l'action pour abus de processus. Dans cette première audition du 8 novembre 2013, dans la « Courtroom 1 » devant un comité composé des trois juges, les juges Hoy, Sharpe, et Blair, il y a eu de sérieux problèmes :

(a) Il n'y avait pas de cabine d'isolement pour les interprètes. Donc le ou les interprètes devaient parler en même temps que moi dans la même salle.

(b) Il y avait une seule interprète, alors que la norme observée (sauf exception) dans mes interrogatoires et auditions à la cour de première instance est d'avoir deux interprètes qui peuvent s'appuyer et travailler en tandem.

(c) L'interprète s'est installée directement derrière moi pour « bien m'entendre ». Ceci fut absolument insupportable et j'ai été obligé de me plaindre immédiatement à la cour. Il y a eu une pause pour relocaliser l'interprète plus loin de moi dans la salle.

(d) Même à plus grande distance, le travail de l'interprète, et ses interruptions pour raisons-

données que je parle plus fort ou plus lentement, ont été très dérangeant pour moi.

26. Par contre, le 8 novembre 2013, j'ai eu le temps de finir mes soumissions.

Audition du 26 juin 2015 devant la Cour d'appel

27. L'audience d'appel du procès a été fixée au vendredi 26 juin 2015, et la lettre de la cour du 30 avril 2015 (ma **piece #5**) fixe le temps de plaidoiries qui devait m'être attribué : « Total pour l'appelant : 40 minutes ». Tel que décrit ci-dessous je n'ai pas eu accès à mon temps alloué pour mes plaidoiries.

28. Les plaidoiries en audition devant le comité d'appel sont les seules soumissions qui permettent à l'appelant de répondre aux soumissions écrites de l'intimé. Dans mon cas, l'intimé avait soulevée plusieurs nouveaux points dans ses soumissions écrites qui dataient du 16 avril 2015, tel que :
(a) une fausse allégation que j'avais abandonné mes défenses dans la cause,
(b) un manque de reconnaissance, qui pouvait induire la Cour d'appel en erreur, que j'étais présent lors des neuf (9) jours du procès,
(c) une fausse suggestion ou allégation que le jury avait trouvé que les deux articles blogue de la cause avaient été publiés avec malice,
(d) une indication qui pouvait suggérer faussement que la constitutionalité du test « *Astley* » (en common law) pour injonction permanente avait déjà été examiné par une cour d'appel,
(e) une indication qui pouvait suggérer faussement que la question de la limite statutaire ne pouvait être menée en appel que si il y a avait eu un témoignage d'expert pendant le procès,
(f) une fausse allégation qu'il n'y avait pas eu une entente que la vidéo de Malcolm X serait montrée au jury pendant le procès,
(g) un manque de reconnaissance, qui pouvait induire la Cour d'appel en erreur, que les preuves essentielles pour ma défense « *fair comment* » avaient été déposées dans le procès, par l'intimé, pendant que j'étais présent en personne dans la cour,
(h) une fausse suggestion que l'autorité « *Rando Drugs v. Scott* » pouvait s'appliquer aux circonstances différentes de ma cause en appel, et
(i) une allégation fausse à mon égard que, si le juge de procès avait expressément annulé mes défenses pendant le procès et avant sa charge au jury, je ne me serais pas objecté.

29. Ces nouveautés dans le mémoire de l'intimé exigeaient des réponses. En plus, j'avais prévu des soumissions de plaidoiries pour clarifier :
(a) ma question d'appel de la non constitutionalité des coûts de procès ordonnés contre un défendeur dans une cause en diffamation, et
(b) ma question d'appel d'une apparence de partialité du juge de procès.

30. J'ai préparé mes plaidoiries avec grand soins, et j'ai pratiqué ces plaidoiries plusieurs fois, pour établir que le temps requis en parlant à un débit normal qui permet une interprétation était de 35 minutes.

31. Étant donné mon expérience du 8 novembre 2013, j'ai voulu éviter les graves problèmes décris ci-dessus dans l'audition d'appel du procès prévue pour le 26 juin 2015. J'ai donc écrit à la Cour d'appel deux fois : les 6 mars 2015 et 22 juin 2015. Ces lettres sont mes **pièces #6 et #7**, respectivement. En particulier, dans les deux lettres j'écris, en anglais :

> « Please ensure that the language interpreter will be sufficiently distant from the French speaker (or in a separate booth) so as to not interfere with the speaker's presentation. »

32. La réponse de la cour à ma lettre du 22 juin 2015 est un courriel du 22 juin 2015 : ma **pièce #8**. La réponse dit simplement : « Thank you for your email. I have forwarded your email to my staff for their action. »

33. Le 26 juin 2015 venu, l'audition de la Cour d'appel de l'Ontario a eu lieu dans « Courtroom 1 », la même salle ou avait eu lieu l'audition du 8 novembre 2013, cette fois devant un comité des juges Hoy, Sharpe, et Benotto. Les mêmes problèmes techniques ont eu lieu :

(a) Il n'y avait toujours pas de cabine d'isolement pour les interprètes. Donc le ou les interprètes devaient parler en même temps que moi dans la même salle.
(b) Il y avait toujours une seule interprète, alors que la norme observée (sauf exception) dans mes interrogatoires et auditions à la cour de première instance est d'avoir deux interprètes qui peuvent s'appuyer et travailler en tandem.
(c) L'interprète devait donc, comme c'était le cas le 8 novembre 2013, parler en même temps que moi dans la même salle.
(d) En plus, l'interprète était, dès son arrivée, assise avec l'intimé et les supporters de l'intimé, ce qui ne me donnait pas une impression de professionnalisme et d'indépendance.

34. D'avoir une interprète qui parle continuellement en même temps que moi dans la même salle pendant que je présente devant la cour fut très dérangeant et très stressant. Ces circonstances en soi, dans des conditions naturellement déjà stressantes pour un plaideur non représenté, ont brisé ma concentration et m'ont causé des désorientations même avec ma présentation bien préparée.

35. Il est à noter que l'intimé n'a jamais souffert ce même problème dans cette cause parce ce que j'ai toujours accepté d'entendre l'anglais des autres parties et des juges directement et sans interprétation.

36. De plus, pendant ma présentation d'audition du 26 juin 2015, l'interprète m'a expressément interrompu sept (7) fois, pour se plaindre de mon débit, ou bien pour se

plaindre que je ne suivais pas exactement le guide de ce que j'allais dire dans ma présentation que je lui avait fourni vingt minute avant le début de l'audition, ou bien pour demander où j'étais rendu. Ces interruptions comportaient de longues explications à la cour, et des exchanges avec la cour, suivi de directives de la cour.

37. Pourtant, mon débit était normal et mon expression était claire et forte. J'avais l'habitude du débit normal pour des interprètes avec mon expérience à la cour de première instance. Malgré mon débit normal et mon expression claire et forte, et malgré que j'ai dit au comité que j'avais pratiqué mes plaidoiries et que le temps requis était de 35 minutes en parlant a un débit normal dès le début de mes soumissions, et suite aux premières interruptions de l'interprète, la juge Hoy m'a dirigé en disant : « j'espère que quand vous avez pratiqué un plaidoirie de 35 minutes vous a-vez par-lé as-sez len-te-ment » et « demande à M. Rancourt de parler assez lentement » et « si vous voulez commencer len-te-ment ».

38. En plus, d'être dirigé par la cour de parler très lentement, les nombreuses interruptions et échanges m'ont dérouté et ont directement et indirectement causé des pertes de temps importantes, et donc des pertes d'informations, et ont brisées la cohérence et l'écoulement de mes propos.

39. Une des sept interruptions de l'interprète a eu lieu en plein dans le cœur de mon explication du fait que la question de savoir s'il y avait un motif malicieux à la publication des deux articles blogue de la cause en diffamation n'a jamais été posée au jury, et que le jury n'a jamais décidé si oui ou non un motif malicieux pouvait défaire ma défense « *fair comment* ». Sur ce point, la Cour d'appel, dans son jugement du 8 juillet 2015, a trouvé : « Moreover, and in any event, the jury's finding of malice defeated the defence. »

40. En dépit des nombreuses interruptions et des pertes de temps importantes, environ 33 minutes après mon second début de mes plaidoiries, la cour a interjetée en milieu de phrase pour dire : « Il ne vous reste que cinq minutes total de votre 40 minutes. Je ne sais pas si vous voulez garder quelques minutes pour votre réponse à la suite de la plaidoirie de l'intimé … alors. » J'ai répondu « Je veux quand même terminer sur quelques points… », et la cour « OK mais en total il vous reste cinq minutes. »

41. Le résultat, c'est que j'ai tenté sans succès de résumer les deux thèmes non abordés jusque-là (de six thèmes prévus) :
(a) le thème de la non constitutionnalité des coûts de procès ordonnés contre un défendant dans une cause en diffamation, vis-à-vis du droit international, et
(b) le thème d'une apparence de partialité du juge de procès, en incluant les preuves d'énoncés faits en cour par le juge après le verdict du jury.

42. Après trois minutes, la cour est encore intervenue et a insisté qu'il ne restait que deux minutes et a demandé comment je voulais utiliser les dernières deux minutes. J'ai dit

que je voulais conclure dans dix secondes. La cour a répondu : « Dix secondes, allez-y. Dix secondes, allez-y. »

43. Je n'ai pas pu faire les deux thèmes manquant. La Cour d'appel, dans son jugement du 8 juillet 2015, a été silencieuse sur toute la question de la constitutionalité et du droit international des coûts de procès en diffamation, et a été silencieuse sur toute la question de partialité d'énoncés faits en cour par le juge de procès après le verdict du jury.

44. Les seuls documents que le comité Hoy-Sharpe-Benotto dit avoir lu pour arriver à sa décision d'appel (« Endorsement ») datée du 8 juillet 2015 sont les suivent :
    - Mes documents d'appel soumis avec mon mémoire d'appel le 6 mars 2015
    - Les documents d'appel soumis avec le mémoire de l'intimé le 16 avril 2015
    - Ma notice « Notice of Constitutional Question » déposée le 12 mai 2015

45. Ceci est établi explicitement dans l'ordonnance du 8 juillet 2015 (« Order ») qui stipule : « ON READING the Appeal Book and Compendium of the Appellant, Exhibit Books of the Appellant, Factum of the Appellant, Trial Transcripts, Compendium of the Respondent, Factum and Book of Authorities of the Respondent, and the "Notice of Constitutional Question" of the Appellant dated May 12, 2015 ».

46. Entre autres, le comité Hoy-Sharpe-Benotto n'aurait pas lu le document « Egregious factual errors and unjustified findings in the Reasons (Injunction Motion) » que je lui ai donné pendant l'audition du 26 juin 2015 pour clarifier les énoncés faits en cour par le juge de procès le 6 juin 2014 qui d'après moi sont des preuves claires de partialité. Ce document est ma **pièce #9**. Mes clarifications (pièce #9) sont vraies et sont des choses qui figurent au dossier.

<u>Impécuniosité de Denis Rancourt</u>

47. Je suis sans emploi depuis 2009, sans biens, et sans argent. Des preuves détaillées de mon impécuniosité ont été présentées en soumissions au juge de procès lors de la détermination des coûts du procès. Ces preuves incluaient : des affidavits, une transcription d'un interrogatoire sur affidavit, et plusieurs pièces assermentées démontrant l'état de tous mes comptes financiers, sans exception. Toutes ces mêmes preuves étaient dans le dossier devant la Cour d'appel de l'Ontario. De plus, le juge de procès a lui-même fait le jugement (dans ses « Reasons for Decision (motion pour injonction) » du 6 juin 2014) :

    > « I also find the plaintiff has satisfied the second branch of the test. The possibilities of payment of the costs, or the award of damages that the defendant suggests exist are, frankly, pure fantasy. There is no reasonable prospect he will be able to pay. »

48. Tableau des pièces affirmées dans mon affidavit :

Pièce	Description du document
1	Document du Procureur général de l'Ontario : « The Rights of French-Speaking Individuals in the Ontario Justice System » (téléchargée le 10 Septembre 2015)
2	Ma lettre du **9 décembre 2013** au juge de gestion de la cause
3	Réponse du greffier, Mme. Tina Johanson, du **9 décembre 2013** à 11 h 20
4	Courriel du Ministère de la Procureure général de l'Ontario du **13 janvier 2015** à 15 h 36
5	Lettre de la Cour d'appel de l'Ontario du **30 avril 2015** qui fixe les conditions de l'audition d'appel
6	Ma lettre du **6 mars 2015** a la Cour d'appel de l'Ontario
7	Ma lettre du **22 juin 2015** a la Cour d'appel de l'Ontario
8	Réponse de la Cour d'appel de l'Ontario du **22 juin 2015** à 15 h 44
9	Document : « Egregious factual errors and unjustified findings in the Reasons (Injunction Motion) », donné au panel le **26 juin 2015**

FAIT SOUS SERMENT devant moi à la Ville d'Ottawa, dans la province de l'Ontario,

le 22 septembre 2015.

Michelle Landry | Denis Rancourt

Commissaire aux serments | Denis Rancourt

MARIE MICHELLE LUCILLE LANDRY
A Commissioner / Commissaire
Expires / Date d'expiration: January 2, 2016
Le 2 janvier 2016
FOR THE CITY OF OTTAWA / POUR LA VILLE D'OTTAWA

La présente constitue la **pièce 1**, dont il est fait mention dans l'affidavit de Denis Rancourt, fait sous serment devant moi le 22 septembre 2015.

Michelle Landry

Commissaire aux serments

MARIE MICHELLE LUCILLE LANDRY
A Commissioner / Commissaire
Expires / Date d'expiration: January 2, 2016
Le 2 janvier 2016
FOR THE CITY OF OTTAWA / POUR LA VILLE D'OTTAWA

305

Justice in Both Languages

Text size: larger | smaller

English and French are the official languages of the courts in Ontario.

The Rights of French-Speaking Individuals in the Ontario Justice System

1. The Right to a Trial in the Accused's Official Language of Choice for Criminal Cases

Section 530 of the *Criminal Code* states that accused persons have the right to be tried in French if it is their language of choice. In certain cases, accused have the right to a bilingual trial. The justice or judge must make the accused aware of their right to be tried in the language of their choice or to a bilingual trial, and the accused must exercise that right by requesting that their trial be held in their official language of choice.

If the request is granted, accused persons have the right to:

- A preliminary hearing and trial with a judge or justice and prosecutor (other than a private prosecutor) who speaks the same official language of choice.
- Use either official language in documents used in the proceeding.
- Apply to have their information or indictment translated into their language of choice.
- Jurors who speak the official language of their choice, or change the location of the trial to an area where there are enough French-speaking people to form a jury.

Witnesses may testify in their language of choice, and if needed, the court will also provide an interpreter.

2. The Right to a Bilingual Court Proceeding for Family, Non-Jury Civil and *Provincial Offences Act* Cases

You have the right to a bilingual court proceeding for all Provincial Offences Act (POA), family, and non-jury civil cases held in the following courts:

- Ontario Court of Justice
- Small Claims Court
- Superior Court of Justice (including the Family Court of the Superior Court of Justice)
- Court of Appeal for Ontario

The right to a bilingual proceeding also extends to all other hearings associated with your case, such as procedural motions, pre-trial hearings, and hearings to assess costs.

During a bilingual proceeding the judge, prosecutor (in cases prosecuted on behalf of the Crown), registrar/clerk, and the court reporter/monitor are all bilingual. You may address the court directly in French and witnesses may testify in their language of choice. If needed, the court will also provide an interpreter.

You can exercise your right to a bilingual proceeding by:

- Filing or issuing your first document in French (where authorized or on the consent of the other parties)
- Filing a requisition form requesting a bilingual proceeding
- Filing a written statement with the court requesting a bilingual proceeding
- Making an oral statement to the court during an appearance in the proceeding asking that the proceeding be conducted as a bilingual proceeding

306

You have the right to request a bilingual trial if you receive the following provincial notices:

- Offence notice
- Summons
- Parking infraction notice
- Notice of impending conviction

To request a bilingual trial, check the appropriate box on the notice of intention to appear in court. In the case of a summons, you may request a bilingual trial when the court date is set.

The prosecutor will be bilingual if the matter is prosecuted on behalf of the Crown.

3. The Right to a Civil Jury Trial with a Bilingual Jury in Certain Areas of the Province

In a civil case, you can receive a bilingual jury in: the counties of Essex, Middlesex, Prescott and Russell, Renfrew, Simcoe and Stormont, Dundas and Glengarry; the County of Welland as it existed on December 31, 1969; the territorial districts of Algoma, Cochrane, Kenora, Nipissing, Sudbury, Thunder Bay and Timiskaming; the Municipality of Chatham Kent; the City of Hamilton; the City of Ottawa; the Regional Municipality of Peel; the City of Greater Sudbury; and the City of Toronto (*Courts of Justice Act*, s. 126, Schedules 1 & 2).

4. The Right to Bilingual Administrative Tribunal Hearings

All administrative tribunals reporting to the Ministry of the Attorney General will hold bilingual hearings upon request. These tribunals include the Ontario Municipal Board, the Assessment Review Board, the Criminal Injuries Compensation Board and the Board of Negotiation.

5. The Right to File Documents in French

Documents written in French may be filed before a hearing in a proceeding in the Family Court of the Superior Court of Justice, the Ontario Court of Justice or the Small Claims Court. This applies anywhere in the province.

You may file pleadings and other documents written in French in a civil proceeding if the proceeding is being held as a bilingual proceeding and if the proceeding is commenced in one of the areas listed in section (3) above, or elsewhere in Ontario if the parties to the proceeding consent.

On request of a party, the court will provide translation into English or French of: (1) a document filed before a hearing in a proceeding in the Family Court of the Superior Court of Justice, the Ontario Court of Justice or the Small Claims Court; and (2) a process issued in or giving rise to a criminal proceeding or a proceeding in the Family Court of the Superior Court of Justice or the Ontario Court of Justice.

Note: All forms commonly used in the courts are either bilingual or available in separate French and English versions.

6. The Right to Make a Contract in French

A contract is a private agreement between parties and may be written in French if all parties to the contract agree. This includes marriage contracts, separation agreements, employment contracts and leases.

7. The Right to Make a Will in French

A will may be written in French. In order to confirm the appointment of an estate trustee (executor), an application must be made to the Superior Court of Justice. The original will must accompany the application. In areas where documents can be filed in French, it is not necessary to submit an English translation of the will. In all other areas of the province, an English translation

307

must be submitted with the original French document.

Legal Resources Available to French-Speaking Residents of Ontario

The Law Society of Upper Canada

The Law Society of Upper Canada operates a bilingual referral service that can provide the names of French-speaking lawyers in your area. For further information, contact:

Lawyer Referral Services
Osgoode Hall, 130 Queen Street West
Toronto, Ontario M5H 2N6
Telephone: 1-800-268-8326 or 416-947-3330 (within the GTA)
Web site: www.lsuc.on.ca

The Ontario Bar Association

The Ontario Bar Association offers bilingual information on locating and working with a lawyer. You can access this information by visiting their Web site at www.oba.org or by calling the association toll free at 1-800-668-8900.

Legal Aid

Legal Aid is available to people who cannot afford the services of a lawyer. If you qualify for legal aid, you will be offered a variety of legal services and, if appropriate, given a legal aid lawyer certificate. This certificate is a guarantee of payment from Legal Aid Ontario to the private lawyer of your choice, subject to the rates and limitations set out in the legal aid tariff. For further information, contact:

Legal Aid Ontario
40 Dundas Street West, Suite 200
Toronto ON M5G 2H1
Toll Free: 1-800-668-8258
Web site: www.legalaid.on.ca

Laws of Ontario

The Legislative Assembly of Ontario adopts all public statutes in both French and English, and both versions are equally valid. Ontario's public statutes are available on-line in both English and French at www.e-laws.gov.on.ca. Copies may also be obtained through your public library or ordered from:

Publications Ontario
5 th Floor, 880 Bay Street
Toronto, Ontario M7A 1N8
Toll Free: 1-800-668-9938
Web site: www.gov.on.ca/MBS/english/publications/

A Brief History of Access to the Justice System for French-Speaking Residents of Ontario

1978: Amendments to The *Judicature Act* provide for bilingual civil trials and selection of bilingual jurors in certain areas of Ontario.

1979: Amendments to the *Criminal Code* provide for a criminal trial anywhere in Ontario before a judge, or judge and jury, who speak English or French.

1984: The *Courts of Justice Act, 1984*, declares English and French the official languages of the courts of Ontario. The Act makes detailed provision for use of French in court proceedings, and expands the areas in which bilingual trials are available to cover the whole province.

308

1986: The *French Language Services Act, 1986*, gives French-speaking residents of Ontario the right to communicate in French and to receive services in French from the Ministry of the Attorney General head office and regional offices in 22 designated areas. (Note: The City of London and the County of Middlesex have since been added as designated areas of the province, respectively in the *French Language Services Act* and *Courts of Justice Act*.)

1990: Amendments to the *Courts of Justice Act, 1984*, ensure that French-speaking litigants have the right to civil trials in French. The amendments also recognize the right to file documents in French in specific parts of Ontario.

1991: All public Acts of the Legislative Assembly of Ontario are enacted in both French and English.

2001: A new regulation under the *Courts of Justice Act* streamlines and simplifies administrative procedures for obtaining a court hearing in French.

La présente constitue la **pièce 2**, dont il est fait mention dans

l'affidavit de Denis Rancourt, fait sous serment devant moi le

22 septembre 2015.

Michelle Landry

Commissaire aux serments

MARIE MICHELLE LUCILLE LAN...
A Commissioner /
Commissaire
Expires / Date d'expiration:
January 2, 2016
Le 2 janvier 2016
FOR THE CITY OF OTTAWA / POUR LA VILLE D'OTTAWA

VIA LE COORDINATEUR DES PROCÈS — PAR TÉLÉCOPIEUR : 613-239-1324

Le 9 décembre 2013

L'honorable Robert J. Smith
Juge en charge de la gestion de la cause
Cour supérieure de justice de l'Ontario
161, rue Elgin
Ottawa, ON K2P 2K1

Objet : ***St. Lewis v. Rancourt***
Dossier de la cour No. 11-51657
Conditions relatives à la conférence préparatoire au procès

Honorable Robert J. Smith,

Nous avons fixé par consentement une conférence préparatoire au procès pour la journée du 19 décembre 2013.

Je tiens à rappeler à la cour le besoin d'interprètes pour cette session et ce, afin d'éviter tout retard possible.

En tant que personne auto-représentée, j'aimerais aussi demander que le rapporteur de la cour soit présent et qu'une transcription écrite de la session soit disponible, sauf pour toutes négociations d'entente, bien entendu.

Je demande cette protection, car il y aura sûrement des ordonnances suivant la règle 50.07(1) et il pourrait y avoir des ordonnances relatives à la gestion de la cause.

Je vous prie d'agréer, Honorable Robert J. Smith, l'expression de mes sentiments distingués.

Denis Rancourt

Dr. Denis Rancourt
(Défendant)

Courriel: denis.rancourt@gmail.com Cc : la plaignante

La présente constitue la **pièce 3**, dont il est fait mention dans l'affidavit de Denis Rancourt, fait sous serment devant moi le 22 septembre 2015.

Commissaire aux serments

MARIE MICHELLE LUCILLE LANDRY
A Commissioner / Commissaire
Expires / Date d'expiration:
January 2, 2016
Le 2 janvier 2016
FOR THE CITY OF OTTAWA / POUR LA VILLE D'OTTAWA

312



Denis Rancourt <denis.rancourt@gmail.com>

Dossier de la cour No. 11-51657

Johanson, Tina (JUD) <Tina.Johanson@ontario.ca> 9 December 2013 11:20
To: Denis Rancourt <denis.rancourt@gmail.com>
Cc: richard dearden <richard.dearden@gowlings.com>, "Semenova, Anastasia" <Anastasia.Semenova@gowlings.com>

Mr. Rancourt,

J'ai reçu cette document. Je vais confirmer l'interprète et je peut vous assurer qu'un rapporteur sera présent pour la conférence relative à la transaction et qu'une transcription de la session soit disponible l'après. Aussi, je vais envoyé votre lettre d'aujourd'hui à Mr. le juge R. Smith.

Merci,

Tina Johanson

Tina Johanson

Tina.Johanson@ontario.ca

From: Denis Rancourt [mailto:denis.rancourt@gmail.com]
Sent: December 9, 2013 11:08 AM
To: Johanson, Tina (JUD)
Cc: richard dearden; Semenova, Anastasia
Subject: Dossier de la cour No. 11-51657

Chere Mme. Johanson,

Ce document vous a ete envoye par telecopieur ce matin.

Bien a vous,

Denis Rancourt

La présente constitue la **pièce 4**, dont il est fait mention dans l'affidavit de Denis Rancourt, fait sous serment devant moi le 22 septembre 2015.

Michelle Landry

Commissaire aux serments

MARIE MICHELLE LUCILLE LANDRY
A Commissioner /
Commissaire
Expires / Date d'expiration:
January 2, 2016
Le 2 janvier 2016
FOR THE CITY OF OTTAWA / POUR LA VILLE D'OTTAWA

314



Denis Rancourt <denis.rancourt@gmail.com>

Ministry Correspondence - MC-2015-173 - Re: Bilingual Transcripts

JUS-G-MAG-CSD-CourtReportingServices (MAG) <CourtReportingServices@ontario.ca> 13 January 2015 at 15:36
To: "denis.rancourt@gmail.com" <denis.rancourt@gmail.com>

Ministry of the Attorney General | Ministère de la Procureure général | Ontario

Court Services Division | Division des services aux tribunaux

Corporate Planning Branch | Direction de la planification interne

2nd Floor | 2e étage

720 Bay Street | 720, rue Bay

Toronto ON M7A 2S9 | Toronto ON M7A 2S9

Telephone: (416) 326-2675 | Téléphone: (416) 326-2675

Fax: (416) 326-1011 | Télécopieur: (416) 326-1011

Our Reference: MC-2015-173

January 13, 2015

Dr. Denis Rancourt

315

Via E-mail: denis.rancourt@gmail.com

Dear Dr. Rancourt:

Thank you for your email dated January 8, 2015 wherein you inquire with respect to bilingual transcripts. Your email has been forwarded to this office for response.

Pursuant to the judicial order of Justice Charbonneau on May 12, 2014, transcripts of this trial hearing must include anything said during the hearing in the language in which it was spoken as well as the interpretation of what was said by the court interpreter. It appears that the transcriptionist has complied with the judicial direction and transcribed what was spoken including the related translation by the court interpreter. With respect to the disjointed sentence structure, the transcriptionist is required to transcribe the hearing as it occurred, resulting in the transcription appearing as it does.

If you wish a transcript without the interpretation interspersed, you must seek judicial approval. Any other aspects relating to the transcript order are between the ordering party and the transcriptionist.

I hope this information is helpful.

Sincerely,

Cathy Hewett

Sr. Project Manager (A)

Court Reporting Services

---

2 attachments



image001.png
28K

316

oledata.mso
19K

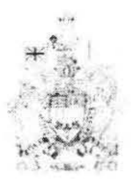
La présente constitue la **pièce 5**, dont il est fait mention dans l'affidavit de Denis Rancourt, fait sous serment devant moi le 22 septembre 2015.

Michelle Landry

Commissaire aux serments

MARIE MICHELLE LUCILLE LANDRY
A Commissioner / Commissaire
Expires / Date d'expiration: January 2, 2016
Le 2 janvier 2016
FOR THE CITY OF OTTAWA / POUR LA VILLE D'OTTAWA

COURT OF APPEAL FOR ONTARIO
OSGOODE HALL
130 QUEEN STREET WEST
TORONTO, ONTARIO M5H 2N5



COUR D'APPEL DE L'ONTARIO
OSGOODE HALL
130, RUE QUEEN OUEST
TORONTO, ONTARIO M5H 2N5

Thursday, April 30, 2015

Mr. Denis Rancourt

Dear Mr. Rancourt:

Re: Rancourt, Denis v. St. Lewis, Joanne
Court of Appeal File Number : C59074

The appeal has been listed for hearing on Friday, June 26, 2015 at 10:30 a.m.

Having reviewed the issues raised in the appeal and counsels' time estimates in those cases in which the court has received estimates, the court has assigned a total of 60 minutes for the argument of the appeal, allocated as follows:

Total Appellant(s) : 40 minutes
Total Respondent(s) : 20 minutes
Total Intervenor(s) :

Any party who wants more time for oral argument or wants to change the hearing date assigned must make a motion by conference call to the List Judge. Parties may arrange this by contacting (416) 327-4615 within two weeks time after the receipt of this notice. All other inquiries should be directed IN WRITING to the attention of Lily Miranda by mail or by fax at (416) 327-6256. Only inquiries in writingwill be answered.

If this appeal is settled or abandoned, the parties should immediately notify this office by mail, by fax, or in case of urgency, by telephone at (416) 327-1730.

REMINDER: The RESPONDENT'S FACTUM and a RESPONDENT'S COMPENDIUM shall be delivered within 60 days after service of the appeal book and compendium, exhibit book, transcript of evidence, if any, and appellant's factum, pursuant to Rule 61.12 (2). Please contact the general inquiry number (416)327-5020 with any filing questions.

COSTS SUBMISSIONS: Counsel are reminded that Rule 57 and Section 12 of the court's Practice Direction set out procedures for seeking costs in the Court of Appeal. Counsel must exchange their bill of costs and costs outlined in accordance with Rule 57. Counsel must be prepared to file them and should expect to make costs submissions at the hearing of the appeal.

INTERPRETER: If it is anticipated that any or all of these proceedings will be conducted in the French language and that French or English interpretation will be required at the hearing, please contact the Court of Appeal by phone at (416) 327-5020 and choose option #2 to obtain and complete the Court Interpreter Request Form.

Court of Appeal for Ontario - Appeal Scheduling Unit

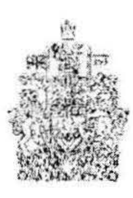
Mr. Denis Rancourt

TO:

Mr. Richard Dearden
Gowling Lafleur Henderson LLP (Ottawa)
Barristers and Solicitors
160 Elgin Street - Suite 2600
Box 466, Station D
Ottawa, Ontario
K1P 1C3, Canada
Counsel for the Respondent

HR-SCHED

COURT OF APPEAL FOR ONTARIO
OSGOODE HALL
130 QUEEN STREET WEST
TORONTO, ONTARIO M5H 2N5



COUR D'APPEL DE L'ONTARIO
OSGOODE HALL
130, RUE QUEEN OUEST
TORONTO, ONTARIO M5H 2N5

Le jeudi 30 avril 2015

Monsieur Denis Rancourt

Canada

Objet : Rancourt, Denis c. St. Lewis, Joanne
N° de dossier de la Cour d'appel : C59074

Monsieur,

L'audience sur l'appel est fixée au vendredi 26 juin 2015, à 10 h 30.

Après avoir examiné les questions soulevées dans l'appel et les estimations de durée fournies par les avocats dans les dossiers où des estimations ont été indiquées, la Cour attribue au total 1 heure pour les plaidoiries de l'appel, réparties comme suit :

Total pour l'appelant :	40 minutes
Total pour l'intimée :	20 minutes
Total pour les intervenants :	

Si une partie souhaite obtenir plus de temps pour ses observations orales ou changer la date de l'audience, elle doit déposer une motion à cette fin par conférence téléphonique auprès du juge responsable du rôle. Les parties peuvent demander l'audition de la motion en composant le 416 327-4615, dans les deux semaines qui suivent la réception du présent avis. Toute autre demande de renseignements doit être adressée PAR ÉCRIT à l'attention de Lily Miranda, par courrier ou par télécopieur, au 416 327-6256. Seules les demandes soumises par écrit seront prises en considération.

Si l'appel est réglé à l'amiable ou abandonné, les parties devraient en aviser immédiatement notre bureau par courrier, par télécopieur ou, en cas d'urgence, par téléphone, au 416 327-1730.

RAPPEL : Le MÉMOIRE DE L'INTIMÉ et le RECUEIL DE L'INTIMÉ doivent être déposés au plus tard 60 jours après la signification du dossier et du recueil d'appel, du cahier des pièces, de la transcription des témoignages, le cas échéant, et du mémoire de l'appelant, conformément à la Règle 61.12 (2). Veuillez composer le numéro des services de renseignements, le 416 327-5020, si vous avez des questions sur le dépôt.

FRAIS : Il est rappelé aux avocats que la Règle 57 et l'article 12 des Directives de pratique de la Cour énoncent des procédures pour la demande de dépens à la Cour d'appel. Les avocats doivent échanger leurs relevés de frais et dépenses, conformément à la Règle 57. Les avocats doivent être prêts à les déposer et à faire des observations à ce sujet à l'audience sur l'appel.

INTERPRÈTES : S'il est anticipé que les instances, ou une partie des instances, dans le présent dossier se dérouleront en français et que des services d'interprétation en français ou en anglais seront nécessaires à l'audience, veuillez appeler la Cour d'appel au 416 327-5020 et choisir l'option n° 2 pour remplir le formulaire de demande d'un interprète judiciaire.

Cour d'appel de l'Ontario - Unité de l'établissement du rôle des appels

Monsieur Denis Rancourt

Canada

À L'ATTENTION DE :

Maître Richard Dearden
Gowling Lafleur Henderson LLP (Ottawa)
Barrister and Solicitors
160, rue Elgin, Bureau 2600
Case 466, Station D
Ottawa (Ontario)
K1P 1C3 Canada
Avocat de l'intimée

HR - SCHED

APPEALS ASSISTANCE PRO BONO PROJECT



Even if you propose to represent yourself, it can be important to obtain legal advice on whether you have valid grounds on which to proceed.. If you cannot afford the services of a lawyer you may be able to obtain assistance from The Appeals Assistance Project, which has been designed to provide pro bono legal advice and representation to qualified unrepresented litigants.

To qualify for the program:

- You must have been refused legal aid;
- You must meet financial eligibility guidelines;
- Your case must have some reasonable prospect of success; and
- You must be willing to waive solicitor-client privilege to allow your pro bono counsel to speak to your previous counsel, if any, about the merits of your case and any other matters relating to your case.

HOW THE PROJECT WORKS:

The Advocates' Society Appeals Assistance Project relies on a roster of qualified volunteer lawyers to represent litigants like you at the Court of Appeal and the Divisional Court. These lawyers will represent you on a pro bono basis, which means that they will not charge you a fee for their work. You will, however, be responsible for all disbursements (court fees, photocopying expenses, etc.).

1. Contact the project coordinator when your appeal has reached perfection or you have filed a motion (related to an appeal) at Divisional Court.

2. The coordinator will conduct a detailed intake with you to determine if you are eligible for pro bono representation.

3. If you qualify for pro bono assistance, the project coordinator will try to match you with a pro bono lawyer. **Please note there is no guarantee that a pro bono lawyer will be found for you as all participating lawyers do so on a voluntary basis.**

4. You will be given the name of a pro bono lawyer, and it will be your responsibility to contact him/her to set up an initial consultation meeting. The goal of this meeting is to determine if the lawyer will be able to represent you and if you are comfortable with this lawyer.

5. When you agree to enter into a solicitor-client relationship with a pro bono lawyer, your lawyer will ask you to sign a retainer agreement. This agreement will state:

- What kind of work your lawyer has agreed to do for you,
- That the lawyer has waived his or her hourly billing rate, and
- That you will be responsible for disbursements (photocopying, court fees, document translation, etc.)

For more information about this project please contact The Appeals Assistance Project at:

APPEALS ASSISTANCE PROJECT
130 QUEEN ST. WEST
TORONTO, ON M5H 2N6

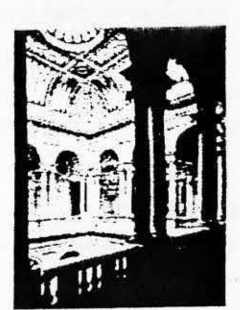
Phone: 416-977-4448 x 224
Fax: 416-977-6668
Email: AppealsProject@probononet.on.ca

DO NOT SEND ANY OF YOUR CASE FILES TO THE PROGRAM COORDINATOR UNLESS YOU ARE ASKED TO DO SO.

The Advocates' Society is a professional association for trial lawyers with some 3000 members throughout Ontario, dedicated to promoting education, mentorship and collegiality within the legal profession, and to preserving and strengthening the position of advocates and the rights of the public. To learn more about The Advocates' Society, please consult the website: www.advocates.ca

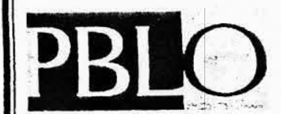


Pro Bono Law Ontario brokers partnerships and provides strategic guidance, training, and tailored technical assistance to groups, law firms, law associations, etc. that are dedicated to addressing the legal needs of low-income and disadvantaged individuals as well as the communities and charitable organizations that serve them. To learn more about PBLO, please consult the website: www.pblo.org



Appeals Assistance Project
130 Queen St. West
Toronto, ON M5H 2N6

Phone: 416-977-4448 x 224
Fax: 416-977-6668
Email: AppealsProject@probononet.on.ca





The Appeals Assistance Project



For Unrepresented Litigants

AppealsProject@probononet.on.ca or
416-977-4448 x 224

La présente constitue la **pièce 6**, dont il est fait mention dans l'affidavit de Denis Rancourt, fait sous serment devant moi le 22 septembre 2015.

Michelle Landry

Commissaire aux serments

MARIE MICHELLE LUCILLE LANDRY
A Commissioner / Commissaire
Expires / Date d'expiration: January 2, 2016
Le 2 janvier 2016
FOR THE CITY OF OTTAWA / POUR LA VILLE D'OTTAWA

March 6, 2015

Court of Appeal for Ontario
Osgoode Hall
130 Queen Street West
Toronto, Ontario
M5H 2N5

To: Registry Office, and Appeals Scheduling Unit

Re: *St. Lewis v. Rancourt*, Court File No. C59074

Please receive the attached documents that perfect the appeal, including the Certificate of Perfection.

Please be advised that the hearing should be a bilingual hearing. The appellant plans to make oral submissions in French. The respondents will require interpretation from French to English. The Appellant will not require interpretation. The respondents will make their oral submissions in English.

Please ensure that the language interpreter will be sufficiently distant from the French speaker (or in a separate booth) so as to not interfere with the speaker's presentation.

Please be advised that many of the filed documents are in French or are bilingual, including transcripts and some judicial decisions. The appellant's factums are in English and quote passages in French.

Please find attached the court fee to perfect the appeal.

Yours truly,

Denis Rancourt

Dr. Denis Rancourt
Appellant

Email: denis.rancourt@gmail.com

Cc: Responding Party

La présente constitue la **pièce 7**, dont il est fait mention dans l'affidavit de Denis Rancourt, fait sous serment devant moi le 22 septembre 2015.

Michelle Landry

Commissaire aux serments

MARIE MICHELLE LUCILLE LANDRY
A Commissioner / Commissaire
Expires / Date d'expiration: January 2, 2016
Le 2 janvier 2016
FOR THE CITY OF OTTAWA / POUR LA VILLE D'OTTAWA

June 22, 2015 — By Email

Ms. Huguette Thomson
Registrar
Court of Appeal for Ontario
Osgoode Hall
130 Queen Street West
Toronto, Ontario
M5H 2N5

Dear Ms. Thomson:

Re: *Joanne St. Lewis (Respondent) v. Denis Rancourt (Appellant)*
Court File No. C59074, appeal hearing of June 26, 2015

1. Please inform the Panel that I will rely on an additional authority — the recent decision in which the Supreme Court affirmed:

> [T]he *Charter* should be presumed to provide at least as great a level of protection as is found in the international human rights documents that Canada has ratified.

***Saskatchewan Federation of Labour v. Saskatchewan*, 2015 SCC 4 (CanLII); at para. 64**

2. Also, please be reminded of my letter to your office of March 6, 2015, in which I state:

> Please ensure that the language interpreter will be sufficiently distant from the French speaker (or in a separate booth) so as to not interfere with the speaker's presentation.

Yours truly,

Denis Rancourt

Dr. Denis Rancourt
(Appellant)

Email: denis.rancourt@gmail.com

Cc: Richard Dearden (for the Respondent)

La présente constitue la **pièce 8**, dont il est fait mention dans l'affidavit de Denis Rancourt, fait sous serment devant moi le 22 septembre 2015.

Michelle Landry

Commissaire aux serments

MARIE MICHELLE LUCILLE LANDRY
A Commissioner / Commissaire
Expires / Date d'expiration: January 2, 2016
Le 2 janvier 2016
FOR THE CITY OF OTTAWA / POUR LA VILLE D'OTTAWA

329



Denis Rancourt <denis.rancourt@gmail.com>

C59074 - Letter to Registrar - Hearing of June 26

Thomson, Huguette (MAG) <Huguette.Thomson@ontario.ca> 22 June 2015 at 15:44
To: Denis Rancourt <denis.rancourt@gmail.com>
Cc: richard dearden <richard.dearden@gowlings.com>, "Semenova, Anastasia" <Anastasia.Semenova@gowlings.com>, "Theroulde, Sandra (MAG)" <Sandra.Theroulde@ontario.ca>, "Langley, Adam (MAG)" <Adam.Langley@ontario.ca>

Thank you for your email. I have forwarded your email to my staff for their action.

Thank you.

Huguette G. Thomson
Registrar and Manager of Court Operations
Registraire/Chef de l'administration des tribunaux
Court of Appeal for Ontario
Cour d'Appel de l'Ontario
Phone: 416.326.1029

From: Denis Rancourt [mailto:denis.rancourt@gmail.com]
Sent: June-22-15 3:14 PM
To: Thomson, Huguette (MAG)
Cc: richard dearden; Semenova, Anastasia; JUS-G-MAG-Judicial COA E-file
Subject: C59074 - Letter to Registrar - Hearing of June 26

Dear Ms. Thomson:

Please today receive the attached letter for your attention.

DGR

La présente constitue la **pièce 9**, dont il est fait mention dans l'affidavit de Denis Rancourt, fait sous serment devant moi le 22 septembre 2015.

Michelle Landry

Commissaire aux serments



Court File No.: C59074

COURT OF APPEAL FOR ONTARIO

BETWEEN:

JOANNE ST. LEWIS

Plaintiff (Respondent)

and

DENIS RANCOURT

Defendant (Appellant)

Supporting list for June 26, 2015, hearing of the Appellant's presentation

(Appearance of bias issue)

Egregious factual errors and unjustified findings in the Reasons (Injunction Motion) **Reason for Decision (Injunction Motion) (Orally, on June 6, 2014) [Appeal Book Tab D3]**
(i) The jury found that the defendant had defamed the plaintiff, that he was actuated by malice when he did so (p. 1, lines 10…) This is incorrect. It was *not* determined at trial that the Defendant had acted with malice in publishing the two impugned blogposts of the claim (published on February 11, 2011, and May 18, 2011). In the charge, the jury was asked about malice solely for the stated purpose of determining aggravated damages, without discriminating between alleged malice for the two impugned blogposts of the claim versus alleged malice for the alleged "repetitions" in other blogposts or for contacting media reporters. The written question to the jury was: Was there actual malice on the part of the Defendant Denis Rancourt? **Charge to the jury (delivered on June 3, 2014) [Appeal Book Tab G6]** **Written jury's answers to the questions to the jury, Exhibit J3 (June 5, 2014), p. 17 [Appeal Book D1]**
(ii) He has done so in unequivocal terms, calling her the "house negro" of Allan Rock (p. 2, line 11) This is incorrect. The qualified statement complained of and considered by the jury is that "… *documents … suggest that law professor Joanne St. Lewis acted like President Allan Rock's house*

negro when she enthusiastically toiled to discredit a 2008 SAC report about systemic racial discrimination …"

> (iii)
> His attacks on Professor St. Lewis are part of a more generalized attack on President Rock and the University of Ottawa. This feud has been ongoing for years. (p. 2, line 13…)
> His attacks on Professor St. Lewis appear to be one of his weapons in his long-lasting and ongoing battle against the University of Ottawa, and its president, Allan Rock. (p. 3, line 22…)

There is not one iota of evidence supporting this theory of the case, or the malice that it implies. This was not before the jury, not mentioned in the charge to the jury (which, in fact, expressly took the opposite view that the Defendant's 2009 dismissal from the university was entirely irrelevant), and is not relevant to the injunction motion. The 11-year-old *U of O Watch* blog is explicitly about critical reporting on the institution.

> (iv)
> The evidence is clear that his attack on Professor St. Lewis was systemically prepared and orchestrated with the help of Ms. Gervais, the person from the Student Appeal Centre who had published a report raising the allegation of systemic racism. (p. 2, line 22…)

The "clear" evidence is uncontrasted and untested. Neither Ms. Gervais nor the Defendant testified and no witnesses were cross-examined. The SAC's releasing of access to information documents in 2011 which the Defendant used cannot reasonably constitute "preparing and orchestrating" the Defendant's 2011 blogpost. This was not before the jury, not mentioned in the charge to the jury (which is silent about Ms. Gervais), and is not relevant to the injunction motion.

> (v)
> The defendant was already closely involved with Ms. Gervais, the author of the SAC report and in fact helped her write her response to the plaintiff's evaluation. (p. 3, line 3…)

This is categorically false and it is not supported by any evidence whatsoever. The content of the 2008 SAC report was the sole responsibility of the SAC. Furthermore, the said SAC report was written *prior* to the St. Lewis evaluation of the SAC report, and *prior* to the university's request to Ms. St. Lewis that she make her evaluation. This was not before the jury, not mentioned in the charge to the jury (which is silent about Ms. Gervais), and is not relevant to the injunction motion.

(vi) From December, 2008, on a persistent and repeated basis, the defendant pursued his defamation of plaintiff on his online blogs, “U. of O. Watch” and “Activist Teacher”. At the time of trial, there were still approximately 68 articles remaining online. (p. 3, line 7…) This is false and it is contrary to the evidence, as is the malice that it implies. There was not a single published word about the Plaintiff for more than two (2) years between the blogpost of December 6, 2008, and the blogpost of February 11, 2011. After February 11, 2011, there were no publications about the Plaintiff for more than three (3) months until the blogpost of May 18, 2011, which reported about the May 16, 2011, Notice of Libel. The many blogposts that followed (less than two per month on average) were about all the legal developments and filings in the action, and about all media coverage of the action, whether positive or negative to the Plaintiff. It was a log of the publicly available information about the action.
(vii) He has repeated time and time again the same allegations that Professor St. Lewis has covered up systemic racism at the university at the request of the President. (p. 3, line 27…) This is incorrect. It is not based in evidence. The “68 articles” that were published and that are incorrectly taken to constitute “repetitions” are not repetitions of the defamatory sting. The trial judge gives not a single example of a “repetition” and, despite the Defendant’s argument in the injunction motion, refused to turn his mind to the “68 articles” (blogposts) to determine (1) whether they repeat the defamatory sting, and (2) whether they are defamatory. In fact, the “68 articles” (less than two per month on average) were about all the legal developments and filings in the action, and about all media coverage of the action, and were neither defamatory nor repetitions.
(viii) He claimed that he had proof of this coverup as a result of emails that had been provided to him by Ms. Gervais. (p. 3, line 30…) This is incorrect and it is inconsistent with the record. “Proof” was never claimed. Truth of the sting was not a defence. No such statement or claim of “proof” or of truth was ever published or made by the Defendant. The defendant expressed the opinion that the access-to-information documents released on February 11, 2011, by the SAC suggested “that law professor Joanne St. Lewis acted like President Allan Rock’s house negro when she …”. This was a comment based on public documents, on a matter of public interest, as per the Defendant’s opening statement to

the jury.
(ix) It is clear however that he never tried to find the truth about the existence or not of the coverup. He was reckless in this regard. (p. 4, line 5…) This is incorrect, it is irrelevant, and it is not supported by the evidence. Establishing truth is not relevant to the fair comment defense, nor is it relevant in any way to the injunction motion. The impugned blogpost of February 11, 2014, itself expressly states that the opinion is based on access-to-information documents, which are hyperlinked. Furthermore, the longer blogpost of December 6, 2008, gives a detailed argument why it is reasonable, based on an analysis of the texts and circumstances, to make the opinion that Ms. St. Lewis was primarily serving the institution to mitigate the negative media from the SAC report.
(x) The defamatory attacks against Professor St. Lewis were particularly harmful because they were disseminated on the internet and they went to the heart of her professional reputation. (p. 4, line 9…) This is a baseless statement. There is no evidence whatsoever that there was greater harm to reputation because the article was a blogpost rather than in a book or newspaper or magazine. Common sense tells us that the Plaintiff's colleagues and law students would put relatively little weight on the personal and little-known blog of a dismissed professor, especially in light of the choice of language. In addition, there was virtually no evidence of actual harm to reputation.
(xi) Mr. Rancourt has pursued all possible avenues to try to delay these proceedings and in doing so he has been ordered, on different occasions, to pay costs to the plaintiff. (p. 4, line 29…) This is false and has no basis in the record of the case proceedings. The trial judge has no direct knowledge of the pre-trial interlocutory motions and applications. The finding is contrary to the factual finding of motions judge Kane J. (see paragraph 15, above). Several motions were settled and virtually all of the interlocutory costs orders against the Defendant are on a partial indemnity scale, despite the constant strenuous arguments of the Plaintiff's counsel for punitive costs scales. **See: Defendant's July 4, 2014, Submissions respecting costs of trial, paras. 22-23 [Appeal Book Tab I-c2]**
(xii) The defendant has shown a total disregard for the judicial process. Although he was told by the Court after a voir dire hearing that he could not advance his abuse of process defence, he tried nevertheless to plant the idea in the jury's mind during his

opening statement. I had to stop him. (p. 5, line 4…) This is incompatible with the trial transcript of the event being described, in which the trial judge then concluded the discussion in the absence of the jury with: "LE TRIBUNAL : … toute cette question de *Jameel* était sous-entendue dans ma décision. Il n'y a pas en droit, en Ontario, une défense telle que vous la proposez. C'est ce que je décide. … Je me trompe peut-être, mais c'est ce que je décide". (p. 79, line 16…, trial transcript) Thus, the trial judge's Endorsement statement is incorrect. It conflates (1) the Defendant's "lawsuit by proxy and government funding abuse of process" remedy (Section "Government entity and third-party involvement - Charter", paras. 61-67, Statement of Defence) with (2) the Defendant's separately pleaded "Jameel" no-actual-damage-to-reputation abuse of process remedy (Section "No damages", paras. 68-71, Statement of Defence). Solely paragraphs 61-67 of the Statement of Defence were struck in the voir dire ruling. **Trial transcript of May 15, 2014, p. 66-82 [Appeal Book Tab G25]** **May 9, 2014, Defendant's Factum Voir Dire On "Proxy Defence" [Appeal Book Tab I13]** **Reasons for Ruling (Voir Dire: Proxy defence / University's motion to quash summonses) (Orally, on May 14, 2014) [Appeal Book Tab E2]**
(xiii) Mr. Rancourt is a very intelligent and highly educated man. Often he pleads innocence, or the fact that he is not a lawyer, to explain his so-called mistakes. He asks the Court questions, but it has become clear to me with time that he knows the answer, but simply wants something on the record from the Court which he hopes that he will be able to use in some matter later on. (p. 5, line 11…) This incorrect finding of malice of the Defendant is not supported a single fact, and does not refer to any specific evidence or event.
(xiv) He walked out and only came back after the verdict … (p. 6, line 1…) This is incorrect. The trial judge himself stated on the record on June 5, 2014, that the court waited for the Defendant to arrive for the jury's morning verdict: "LE TRIBUNAL : ...vous avez demandé ce matin qu'on vous donne une demi-heure. Tout le monde vous a attendu pour que – pour le verdict." **Trial transcript of June 5, 2014, p. 29, lines 9-13 [Appeal Book Tab G16]**
(xv) One of the favourite tactics of the defendant - and I should say, this led to the first filing of the series of "R" exhibits which I will refer to, that was "R1" that I read in court and filed as "R1" - one of the favourite tactics of the defendant, from day one, was to try to have the judge assigned to his case recuse himself. (p. 6, line 20…)

This incorrect finding of malice is incompatible with the record. It is also incompatible with the trial judge's own considered Reasons of for not recusing himself, made on "day one" May 7, 2014. No court has ever found that any request for recusal in the action was an abuse of process or worthy of punitive measures. Every recusal motion was based on hard evidence of a judge's connection with a party or intervener. Exhibit "R1" has nothing whatsoever to do with a recusal request [Appeal Book Tab H1].
(xvi) He had been successful early on in the proceeding to have Justice Beaudoin remove himself from the proceeding, by raising the fact that a memorial trust had been established for his deceased son at the University by the law firm where his 42-year-old son was practicing at the time of his untimely death. The defendant's tactic worked because Justice Beaudoin was deeply saddened and upset by that claim. (p.6, line 26…) This is materially incorrect. In fact, the said "memorial trust" was an endowed scholarship fund at the University of Ottawa directly financed by Justice Beaudoin himself who was the signing authority on the contract. Furthermore, a main ground in the motion for recusal of Justice Beaudoin was that he had expressed in a published media interview that he had personal and emotional attachments to the said scholarship fund and to a named boardroom in the law office of the Ottawa law firm that represented the University of Ottawa. Justice Beaudoin did recuse himself. This statement of the trial judge cannot possibly be from evidence.
(xvii) At the opening of trial, the defendant made a motion that I recuse myself on the grounds … (p. 7, line 5…) This one-paragraph summary is incorrect because it omits the crux of the matter. The main ground in the pre-trial recusal motion was that the case involves the reputation of the University of Ottawa and its scholarships (e.g., Statement of Defence, at para. 72) and that, therefore, there is a shared interest between the trial judge and the university, regarding the financial value of scholarships. And, available access to information documents showed annual financial donations made by the trial judge up to at least 2012. **Trial transcript of May 7, 2014, p. 27-28 [Appeal Book Tab G15]**
(xviii) From the time he walked out of the courtroom, the defendant published all types of comments in various forms on various blogs about what had occurred in the absence of the jury, and which he knew or should have known could prejudice the jury if it came to their attention. In some cases the publications were made by him on his

blogs or sometimes indirectly by his activist friends. On May 15, 2014, the afternoon after he walked out of the trial, he gave an interview to a reporter of the Ottawa Citizen telling him that I had withdrawn from the jury his key legal defence and that the trial was like a proceeding in the Soviet Union during the Stalinist era. That the Court had created a fake process where "I am gagged" and he would not participate in that kind of "kangaroo court". The article was published in both the e-version and then the paper version of the Ottawa Citizen. In the paper edition on the first page of the City section, the defendant is quoted as saying that "the jury will not hear the whole story". (p. 7, line16…) This is not relevant in any way to the injunction motion. The trial judge does not mention that he had ruled in open court, after inviting the submissions of the Plaintiff, that *Ottawa Citizen* senior reporter Mr. Don Butler could interview the Defendant about any matter in the trial: THE COURT: Yeah. No, that's fine. What Mr. Rancourt chooses to do from now on is up to him. DON BUTLER: Thank you, Your Honour. **Trial transcript of May 16, 2014, p. 73-74 [Appeal Book Tab G24]** **And see paragraphs 32 and 33, above, about publishing comments about the trial**
(xix) The documents that are found in "R15" in relation to Ms. McKinney clearly indicates that she is well-known, that Mr. Rancourt knows her quite well, that she is a person he deals with, that, in fact, he indicates that she is one of his favourite important persons. (p. 8, line 27…) Cynthia McKinney is a former Congresswoman who served six terms in the United States House of Representatives. She was the first African-American woman to represent Georgia in the House. The fact that the Defendant includes her on his published "AT list of remarkable professional persons", or that she positively reviewed his book "Hierarchy and free expression in the fight against racism", etc., is not relevant whatsoever to the injunction motion.
(xx) He includes word for word the written comment he had read in court, or written statement I should say, he had read in court, in the absence of the jury. It is noteworthy that he had written what he read in court. It raises suspicions that he intended all along to publish it. It was filed as "R5", that particular blog. (p. 9, line 4…) This is false. The text in Exhibit R5 is an *ad hoc* translation into English of what was read in court in French the day before, from hand-written notes. There is no factual basis that preparing on paper one's important statement for court "raises suspicions". The Defendant systematically has published all court-filed documents and open-court transcripts of all parties and interveners in the action, as was known by the trial judge (Exhibits 5, 6, and 7).

And see: academicfreedom.ca webpage of links to all court documents [Appeal Book Tab I14]
(xxi) On May 22, 2014, the defendant published an article on his U. of O. Watch entitled, "Why did Regional Senior Justice Charles T. Hackland resign on May 8th, 2014?" He alleges in that article that Justice Hackland's resignation is related to the defamation case, St. Lewis v. Rancourt. He then explains in detail his unsuccessful recusal motion at the beginning of trial, his submissions at that hearing, and my decision. He also includes the fact that he had asked Regional Senior Justice Hackland to appoint a judge that was not a graduate of the University of Ottawa. He points out that on the very next day, Justice Hackland resigned. He mentions that Justice Hackland, prior to his appointment, was a partner at Gowlings, the firm representing the plaintiff. It is noteworthy and has been known in the legal community that Justice Hackland advised those interested that he would be resigning in May 2014 in May 2013. (p. 9, line 12…) This is of no relevance to the injunction motion.
(xxii) "R16" is an article on his blog, "Activist Teacher", May 25th, 2014. It's entitled, and I quote, "The crisis of access to justice in self-represented litigants". This article is obviously, again, an excuse to talk about his case and injustices he faces preventing him from getting a fair trial in this particular matter. This has continued on and on throughout the trial. See Exhibit "R18", "R19", "R20", "R21", "R22". As a result thereof in a separate proceeding, I have cited Mr. Rancourt to appear on September 25, 2014 at 10:00 a.m. to show cause why he should not be found in contempt for having published, or caused to be published, prejudicial information about interlocutory proceedings and other trial proceedings that occurred during the absence of the jury while the jury was still in the process of hearing the case. This is the same information I'm putting him on notice that I refer to in those "R" exhibits. (p. 10, line 6…) This is of no relevance to the injunction motion, and it is contrary to the trial judge's August 21, 2014 Endorsement. **See paragraph 33, above, about publishing comments about the trial**
(xxiii) Seven. He submits that the comments on blogs he had to publish, or the comments of individuals which appear on his blogs, I should say, that he had to publish them because it was his policy to accept and publish all comments in a balanced fashion. (p. 12, line 21…) An essential omission is that there was one (1) blog comment complained of, in 4 years, on 68 blogposts, and that the majority of blog comments in the 4 years were critical of the Defendant, not the Plaintiff.
(xxiv) It is clear he still believes his statements were either not defamatory or even if they

were, that he was totally entitled to publish them because defamation law is wrong and must be eradicated. (p. 15, line 1…) This conjecture is incorrect and has no basis whatsoever in evidence. Defamation is protected by law when a defence, such as fair comment, applies. The Defendant has been publicly critical of the presumptions of damages, and malice, inherent in the common law of defamation, as have legal scholars.
(xxv) To protest the law by making submissions as to why a law should changed is one thing. To deliberately publish defamatory articles in the face of the existing law, before it is changed, because one disputes the law, is anarchy. That is clearly the state of mind of Mr. Rancourt. (p. 15, line 7…) This is an incorrect extrapolation. It has no basis in reality and appears to be purely an echo of the Plaintiff's counsel's spin.
(xxvi) His submissions themselves show he is in a fighting mood. He submits, for example, that simply linking a defamatory article about the plaintiff would not be defaming her. He submits that the plaintiff has yet to prove, in any event, that any of the other articles – that is, the articles which were not the specific subject of the jury's decision - were defamatory. He suggests the plaintiff has to prove that they were. (p. 16, line 19…) This is incorrect. The trial judge refused to turn his mind to whether the "68 blogposts" about developments in the action were defamatory or not or whether they repeated the original sting or not, in view of deciding the likelihood of "continuing to defame".
(xxvii) Moreover, the defendant has failed to publish a retraction nor offered at any time to do so. He is clearly not apologetic, even today. (p. 16, line 30…) This is irrelevant. The Defendant's comments (whether defamatory or not) may well be protected by his pleaded defences that the trial judge barred the jury from considering. Defamation is protected by law in Canada, for good reason, when a defence applies. The trial judge appears here to have a bias against this very principle. Furthermore, the trial judge at the time had no information about the attempts to mediate in the action.
(xxviii) I also find the plaintiff has satisfied the second branch of the test. The possibilities of payment of the costs, or the award of damages that the defendant suggests exist are, frankly, pure fantasy. There is no reasonable prospect he will be able to pay. (p. 17, line 1…)

This exactly contradicts the trial judge's finding in the Endorsement on costs, each finding being to the advantage of the Plaintiff:

> The defendant's evidence that he is impecunious is self-serving at best. …
>
> **Endorsement on Costs (Signed on August 21, 2014), at para. 41 [Appeal Book Tab D4]**

(xxix)

> It is not, as claimed by the defendant, a silencing of him. He can easily avoid breaching the injunction by simply refraining from publishing defamatory statements. The defendant clearly would like to be able to force the plaintiff to have to start over from scratch every time he would publish a defamatory statement about her. This, again, indicates his state of mind. (p. 17, line 18…)

This again gives an appearance that the trial judge has a bias against freedom of expression, since the injunction applies to any unknown comment about the Plaintiff, who is a public figure working for the University of Ottawa, which is the focus of the Defendant's longstanding *U of O Watch* blog. In Canada, defamatory criticisms that are fact-based opinions on matters of public interest, for example, are protected by law. Therefore, the injunction order *is* unequivocally "a silencing of him".

ALL OF WHICH IS RESPECTFULLY SUBMITTED.

June 26, 2015

By

Dr. Denis Rancourt
(Appellant)